



CONVENTION DE PARTENARIAT
entre le Pôle Parcours Social de l'Association Le Pré de la Bataille et le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen
relative à l'accueil des personnes en situation de handicap de moins de 60 ans en résidence autonomie



ENTRE :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Rouen, situé 2, rue de Germont, 76000 Rouen, représenté par Madame Caroline DUTARTE, Vice-Présidente du CCAS, en vertu de l'arrêté de délégation en date du 20 novembre 2023 et de la délibération en date du 12 décembre 2025 autorisant la signature de la présente convention,

Ci-après dénommé « Le CCAS »

D'UNE PART,

ET :

Le Pôle Parcours Social de l'Association Le Pré de la Bataille, dont le siège administratif est situé 39, rue du pré de la bataille, 76000 Rouen, représenté Madame Sophie LION, La directrice Générale,

D'AUTRE PART,

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

I – EXPOSE

Vu :

- La Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Le décret n°2005-223 du 11 Mars 2005 relatif aux conditions d'organisation et de fonctionnement des services d'accompagnement à la vie sociale et des services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés ;
- Le référentiel départemental des Services d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) en Seine-Maritime 2025
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L.312-1 et suivants, et L.313-12 ;
- L'article D313-24-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, permettant aux résidences autonomie, dans le cadre d'un projet d'établissement à visée intergénérationnelle, d'accueillir des personnes en situation de handicap, des étudiants, ou des jeunes travailleurs dans des proportions inférieures ou égales au total de 15% de la capacité autorisée ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles, art.L.633-1 à 6 ;
- La Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- Le Décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées ;
- Le Schéma unique des solidarités 2023-2027 du Département de la Seine-Maritime (Axe 2 : Prévenir les situations de rupture et de vulnérabilité / Axe 3 : Accompagner vers l'inclusion et l'autonomie de tous) ;

- Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) 2025-2029 relatif aux quatre résidences autonomie ;
- Les projets d'établissements des résidences autonomie La Rose des Sables et Saint Filleul
- Le projet association de l'association Le Pré de la Bataille



Présentation des services :

♦ L'organisation de l'association Le Pré de la Bataille

L'Association Le Pré de la Bataille, anciennement « Assistance par le Travail », a été fondée en 1892 et reconnue d'utilité publique par décret du 14 novembre 1898. Elle avait alors pour objet de donner du travail à des « nécessiteux sans emploi ». Après la Seconde Guerre Mondiale, elle s'organise pour préparer et accompagner vers l'emploi des adolescents déficients intellectuels.

Au fil du temps, l'Association Le Pré de la Bataille n'a cessé de développer son offre de services pour répondre aux désirs et aux besoins, eux-mêmes en évolution constante.

Elle a aujourd'hui pour but de proposer à des personnes en situation de handicap, en difficulté sociale ou très éloignées de l'emploi, jeunes ou adultes, des réponses adaptées, complètes ou complémentaires, en conformité avec leurs désirs, attentes et besoins, et de nature à faire émerger leurs potentialités afin de gommer, ou tout au moins de réduire, les obstacles rencontrés dans le cadre de leur parcours de vie.

Dans ce but, l'Association privilégie, autant que faire se peut, le droit commun et recherche, développe et propose toutes sortes de réponses d'ordre social et/ou professionnel dans l'intérêt des personnes, jeunes ou adultes, et de leur projet de vie.

Les axes de développement de l'Association reposent essentiellement sur :

- Le respect du principe de « normalisation » et la valorisation de la personne en tant qu'Être social,
- La volonté de travailler sur l'autodétermination et la capacité à agir des personnes par la valorisation de leurs compétences, de leurs potentialités et de leur image,
- L'adaptation permanente de son offre de services aux désirs, attentes et besoins des personnes et à leur évolution afin de leur apporter la réponse la plus appropriée,
- L'interconnexion avec son territoire et les ressources de celui-ci.

Dans cet esprit, l'Association Le Pré de la Bataille accompagne de nombreuses personnes handicapées, jeunes et adultes, à travers les différents dispositifs qui composent son offre de services et à partir desquels ont pu être développées toutes les réponses susvisées :

- Un Institut Médico-Educatif (IME) accompagnant 60 (en équivalent temps plein – ETP) enfants et adolescents de 6 à 20 ans, voire plus pour les bénéficiaires de l'amendement « Creton »,
- Une Section pour Enfants et Adolescents Polyhandicapés (SEAP) – accueillant 15 jeunes en ETP,
- Plusieurs Unités d'Enseignement Externalisées (UEE): école, collège et bientôt lycée (fin 2020), afin de contribuer à changer les regards que porte la société sur les personnes handicapées et gommer les différences par une connaissance et une compréhension plus précoce du Handicap,
- Quatre Établissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) sis à Notre-Dame de Bondeville, à Rouen, à Saint-Etienne du Rouvray et à Saint-Pierre-lès-Elbeuf – d'une capacité totale d'accueil de 531 travailleurs handicapés en équivalent temps plein soit plus de 570 personnes physiques – ainsi qu'un dispositif « LE TREMLIN » pour accompagner le projet des personnes handicapées qui briguent l'accès à l'entreprise ordinaire,
- Un dispositif passerelle entre SIPFP (ex-IMPro) et ESAT offrant aux jeunes l'alternance entre théorie et pratique, et leur permettant d'entrer dans la vie adulte mieux préparés et plus matures (Démarche d'Alternance Intégrative – DAI),

- Un service gérant l'activité CAP EMPLOI dédiée d'une part à l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap et, d'autre part, au maintien dans l'emploi des personnes handicapées en entreprises. Ce service est implanté à Rouen et à Dieppe et intervient au plus près des besoins.
- Un service gérant 2 activités d'accompagnement de publics spécifiques (handicap physique, handicap psychique) dans le cadre de l'accès à l'emploi et du maintien en entreprise : ESPRIMO PS Psy,
- Un espace de COWORKING « IN WORK » proposant un environnement global afin que tous – entreprises, futurs managers, jeunes sans solution, travailleurs handicapés, personnes très éloignées de l'emploi – y trouvent leur compte, se découvrent et coexistent dans le respect des compétences et des rôles de chacun,
- Une Plateforme de Préparation à l'Inclusion « IN LAB » comprenant la Démarche d'Accompagnement Socio-Professionnel des Personnes Handicapées de 16 à 25 ans (DASPPH 16-25) et l'extension de celle-ci à la préparation des plus de 25 ans à l'insertion socio-professionnelle,
- Une offre d'hébergement accueillant au global 70 résidents. Cet ensemble est structuré en foyer accueillant 50 résidents peu autonomes, en 18 studios permettant à autant de personnes handicapées de construire leur projet d'autonomie et en une chambre d'accueil d'urgence et une chambre d'accueil temporaire,
- Un Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) ayant une capacité d'accueil de 101 personnes en ETP,
- Un dispositif « Habitat Inclusif Multiforme » (HIM) qui se base en préambule sur une évaluation fine des désirs, des besoins et des capacités des personnes et aborde le projet d'habitat sous toutes ses dimensions de façon à garantir sa conformité au projet de vie de la personne accompagnée,
- Un Centre d'Activités de Jour (CAJ) d'une capacité d'accueil de 40 personnes en ETP proposant une réponse inclusive « à la carte » pour les personnes isolées, handicapées et/ou âgées, désireuses de développer des relations sociales et de participer à des activités de loisirs et/ou de bien-être collectives,
- Un Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) pour personnes handicapées vieillissantes qui constitue le lieu de vie de 52 résidents.

• L'organisation du Service Des Aînés du Centre Communal d'Action Sociale de Rouen :

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen, situé 2 rue de Germont - CS 90540 - 76005 Rouen Cedex 1 (N°FINESS : 760803684) est un établissement public autonome, représenté par Madame Caroline DUTARTE, Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen, habilitée à signer la présente convention.

Le CCAS de Rouen gère quatre résidences autonomie sur le territoire municipal. Les résidences autonomie sont rattachées au Service Des Aînés, dont les secteurs d'activité sont les suivants :

- Le pôle Accompagnement, composé du Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) des Aînés, de l'aide sociale légale, du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) en cours de transformation en Service Autonomie à Domicile (SAD) mixte au 01/01/2026 et de l'Equipe Spécialisée Alzheimer (ESA) ;
- Le pôle Veille Sociale et Lutte contre l'isolement, composé de l'accueil de la Maison Des Aînés, de la gestion du Plan d'Alerte Solidarité Seniors (PASS), de l'organisation des manifestations, et de la plateforme solidarité en charge de la lutte contre l'isolement ;
- Le pôle Hébergement composé des quatre Résidences Autonomie, ci-dessous présentées :

| Résidences | Nombre de logements |
|------------|---------------------|
|------------|---------------------|

| | |
|--|--|
| Bonvoisin 2 rue des Ursulines - 76000 Rouen 02.35.89.26.30 | <div> <div>Accusé certifié exécutoire</div> <div>Réception par le préfet : 18/12/2025</div> <div>Publication : 18/12/2025</div> </div> <div>Pour l'autorité compétente par délégation</div> 69 appartements (dont 61 T1, 7 T1 bis et 1 T2) |
| La Rose des Sables 15 Rue Maladrerie - 76000 Rouen 02.32.10.99.25 | 76 appartements (dont 5 T1, 17 T1 bis et 3 T2) 8 appartements dédiés aux personnes en situation de handicap de moins de 60 ans Une chambre d'hôtes |
| Saint Filleul 8 rue du Framboisier - 76000 Rouen 02.32.10.52.00 | 59 appartements (dont 51 T1 et 8 T2) 10 appartements dédiés aux personnes en situation de handicap de moins de 60 ans Une chambre d'hôtes |
| Trianon 1A rue de Trianon - 76100 Rouen 02.35.73.07.38 | 66 appartements (dont 57 T1 et 9 T1 bis) |

Les résidences autonomie sont toutes habilitées à recevoir des résidents bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement par convention avec le Département.

Les établissements sont destinés à héberger et à offrir des services aux personnes âgées de plus de 60 ans, sauf cas de dérogation. Ils peuvent, dans le cadre d'un projet d'établissement accueillir, d'une part, des personnes en situation de handicap et, d'autre part, des étudiants ou des jeunes travailleurs dans des proportions inférieures ou égales au total à 15 % de la capacité autorisée. Ce seuil est défini, le cas échéant, dans le cadre du CPOM.

Chaque établissement met à disposition des logements non meublés, équipés d'une kitchenette, et des espaces collectifs entretenus. Il propose un service de restauration, de blanchisserie, un dispositif de téléassistance 24h/24, l'accès à internet sur demande et la possibilité de faire appel à un Service Autonomie à Domicile géré par le CCAS de Rouen, ou à un service extérieur.

Chaque résidence offre également des prestations d'animations et de sorties, dont certaines sont ouvertes aux aînés rouennais.

Le personnel est composé pour chaque résidence d'une responsable, d'une assistante administrative, de 0,5 ETP d'animatrice, de 2 agents polyvalents et de gardiens. Une présence est assurée 24h/24 et 7 jours sur 7.

Les résidences disposent d'un restaurant ouvert tous les midis sauf dimanches et jours fériés. La restauration est accessible à toutes les personnes âgées de la ville et à l'entourage des résidents.

Les résidences autonomie ont vocation à accueillir des personnes autonomes en GIR 5 ou 6. Une dérogation est possible pour accueillir les personnes plus dépendantes, dans une certaine limite. Chaque demande d'admission est examinée par une commission d'admission.

Regroupés au sein du même service, les résidences travaillent en collaboration avec le Service Autonomie à Domicile mixte, le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) des Aînés et le Pôle Veille Sociale et Lutte contre l'isolement.

Les résidences autonomie gérées par le CCAS s'inscrivent dans un réseau partenarial. Des conventions ont été établies avec le service de psychiatrie pour personnes âgées du centre hospitalier du Rouvray, l'association spécialisée en addictologie La Boussole, les EHPAD Foyer Saint Joseph et Fondation Lamauve à Rouen. L'association Inser'Action permet l'intervention gratuite de psychologues auprès des résidents.

Les résidences peuvent recourir également aux interventions de l'Equipe Mobile Gériatrique à Domicile (EMGD), l'Equipe Spécialisée Alzheimer (ESA), le Dispositif d'Appui à la Coordination YREN, le Service Polyvalent d'Aide et de Soins A Domicile (SPASAD) Lajosa, l'équipe médico-sociale de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie du Département, les différents travailleurs sociaux du secteur, etc.

L'ensemble des résidences ont réalisé leurs évaluations de la qualité en 2024, desquelles découlent un plan d'amélioration de la qualité. Les projets d'établissement seront réalisés pour la période 2026-2030.

Le CPOM 2025-2029 des résidences autonomie a été signé avec le Département de la Seine-Maritime, intégrant notamment dans son objectif 6 « Diversifier le public accueilli dans une approche inclusive et intergénérationnelle », le sous-objectif « Élargir le nombre de places réservées à un public en situation de handicap de moins de 60 ans, en partenariat avec des acteurs de l'accompagnement spécialisé, dans la limite des 15% autorisés. »



La résidence autonomie constitue un établissement médico-social autorisé spécifique, au sens où elle accueille des personnes âgées au sein d'un logement assimilé au domicile et associé à des services dont certains sont facultatifs. L'établissement ne dispose à ce titre d'aucun moyen sanitaire. Il contribue à la mise en œuvre d'une politique de soutien et de maintien à domicile.

La présente convention poursuit ainsi un triple objectif :

- Accompagner vers l'inclusion et l'autonomie de tous, notamment en luttant contre l'isolement des personnes âgées et en situation de handicap, et en diversifiant les offres de service pour s'adapter aux besoins des publics et rendre la personne actrice de son parcours ;
- Articuler les prises en charge pour éviter les ruptures de parcours, notamment en accompagnant les étapes de transition du parcours résidentiel des personnes en situation de handicap, grâce à la coopération des acteurs de la résidence autonomie et du SAVS;
- Encadrer l'admission, l'intégration, l'accompagnement et la réorientation éventuelle des personnes en situation de handicap accompagnées par le SAVS au sein des résidences autonomie Saint Filleul et La Rose Des Sables.

Les référents professionnels pour le CCAS :

- Le/La chef.fe du Service Des Aînés (recrutement à venir)
(02.32.18.09.55)
- Cécile SUTRA DEL GALY, responsable des Résidences Autonomie,
cecile.sutradelgaly@rouen.fr / 02.32.00.29.88
- Marjorie KOENIG, responsable de la résidence La Rose Des Sables
marjorie.koenig@rouen.fr / 02.32.10.99.26
- Lucie LECOMTE, responsable de la résidence Saint Filleul,
lucie.lecomte@rouen.fr / 02.32.10.52.00

Les référents professionnels pour l'association Le Pré de la Bataille :

- Camille LAVERSANNE, directeur du Pôle Parcours Social
camille.laversanne@lepredelabataille.fr / 07.62.01.50.24
- Juliette LEBOURGEOIS, cheffe de service du Foyer d'Hébergement
juliette.lebourgais@lepredelabataille.fr / 06.71.70.73.91
- Fabienne SAUSSEY, cheffe de service du SAVS
fabienne.saussey@lepredelabataille.fr : 06.71.70.71.22

Cette convention a pour objet d'établir les modalités de partenariat entre le SAVS et les résidences autonomie du CCAS pour l'accueil des personnes en situation de handicap de moins de 60 ans.

II – CONVENTION

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet d'établir les modalités de partenariat entre le SAVS et les résidences autonomie du CCAS pour l'accueil de personnes majeures en situation de handicap de moins de 60 ans accompagnées par le SAVS et :

- Recherchant une alternative au logement en milieu ordinaire ou au foyer d'hébergement
- Et recherchant un cadre de vie sécurisé

- Et dont les capacités d'autonomie, les besoins et les difficultés sont compatibles avec un hébergement en résidence autonomie

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Article 2 : PROCEDURE D'ADMISSION

Toute personne qui envisage son entrée au sein d'une résidence autonomie par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) doit :

- En faire la visite, accompagnée par le professionnel référent du SAVS et/ou par la personne de son choix ;
- Effectuer un entretien avec la responsable de la résidence autonomie et l'accompagnant de son choix ;
- Remettre un dossier de demande d'admission, composé d'une partie administrative et d'une partie médicale à remplir par son médecin traitant, ou à défaut un autre médecin en capacité d'évaluer l'état de santé de la personne,
- La demande est ensuite présentée par le référent du SAVS de la personne devant la Commission d'Admission et de Réorientation. La commission, composée de l'élue en charge des personnes âgées, de la responsable des 4 résidences autonomie, des responsables de résidence autonomie, d'un représentant de la psychiatrie et du médecin, émet un avis qui est transmis pour décision à Madame la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS). Cet avis prend en compte l'adéquation du projet de vie de la personne, ses capacités financières et sa situation d'autonomie et de santé avec le projet de la résidence autonomie.
- Une notification écrite de décision est adressée au demandeur à l'issue de la tenue de la commission qui se réunit en fonction des besoins et au minimum une fois par trimestre.

Article 3 : MODALITES D'HEBERGEMENT ET DE COOPERATION

Hébergement :

Le CCAS s'engage à dédier jusqu'à 10 logements de la résidence Saint Filleul et 8 logements de la résidence La Rose des Sables à l'hébergement de personnes en situation de handicap de moins de 60 ans, accompagnées par le SAVS de l'association du Pré de la Bataille.

Le CCAS se réserve le droit d'attribuer ces logements à des personnes en dehors du cadre de la présente convention, si ceux-ci ne parvenaient pas à être occupés par les personnes ciblées par la convention.

Ces résidents sont tenus de signer un contrat de séjour à leur admission, et de s'acquitter de la redevance et des charges afférentes à leur logement. Ils sont également soumis au règlement de fonctionnement de la résidence. L'ameublement et l'aménagement du logement incombe au résident. Le résident peut bénéficier des services collectifs de la résidence : restauration, blanchisserie, téléassistance, animation, et avoir recours aux autres services du CCAS ou de partenaires, dont il relève.

Le résident peut également avoir recours aux différentes aides financières possibles, selon critères, pour le paiement de la redevance (Allocation Personnalisée au Logement, etc.), et des autres prestations internes ou extérieures à la résidence (PCH, etc.).

L'accompagnement éducatif et social du résident est réalisé par le professionnel référent du SAVS du Pré de la Bataille, dont son relais est assuré en cas d'absence.

Coopération entre les services :

- Accompagnement du résident par le référent du SAVS lors des étapes d'intégration au sein de la résidence si nécessaire (aménagement, explication du contrat de séjour et du règlement de fonctionnement, aide administrative, etc.)
- Participation du professionnel référent du SAVS à l'élaboration et l'actualisation du Projet d'Accompagnement Personnalisé selon les besoins et attentes du résident, avec son accord.
- Rencontres entre la responsable de la résidence, le résident et le professionnel référent du SAVS auront lieu selon les besoins
- Echanges réguliers entre l'assistante de convivialité et les professionnels du SAVS concernant la vie sociale et les activités dans la résidence pour favoriser l'intégration et la participation. Une participation

des professionnels du SAVS à des temps d'activités au sein des résidences autonomie pourra intervenir en fonction des besoins.

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

- Intervention d'un professionnel du SAVS auprès des équipes des résidences autonomie en cas de besoin d'échange sur une situation complexe.
- Invitation des professionnels du SAVS aux conseils de la vie sociale (CVS) des résidences en fonction des thématiques abordées.
- Mise en place une fois par an d'une rencontre inter-établissement avec l'ensemble de l'équipe de la résidence autonomie Saint Filleul et les professionnels référents du SAVS et la cheffe de service pour faire un point des situations, du partenariat et ainsi favoriser l'interconnaissance. Cette rencontre pourra être dupliquée avec l'équipe de la résidence La Rose des Sables, en fonction des besoins.



Article 4 : MODALITES DE RESILIATION ET DE REORIENTATION

Les conditions de résiliation du contrat de séjour :

Le résident, conformément au contrat de séjour, peut résilier son contrat de séjour à tout moment, selon les modalités précisées sur ledit contrat.

Le CCAS peut être amené à dénoncer un contrat de séjour dans les cas suivants :

- La personne accueillie cesse de remplir les conditions d'admission dans l'établissement, lorsque son état de santé nécessite durablement des équipements ou des soins non disponibles dans cet établissement, après que le CCAS et le SAVS se soient assurés que la personne dispose d'une solution d'accueil adaptée ;
- Cessation totale d'activité de l'établissement ;
- En cas d'inexécution par la personne accueillie d'une obligation lui incombant au titre de son contrat ou de manquement grave ou répété au règlement de fonctionnement de l'établissement, sauf lorsqu'un avis médical constate que cette inexécution ou ce manquement résulte de l'altération des facultés mentales ou corporelles de la personne accueillie.

Cas d'arrêt de l'accompagnement par le SAVS :

L'accueil de personnes en situation de handicap de moins de 60 ans au sein des résidences autonomie du CCAS de Rouen est normalement conditionné à la prise en charge par le SAVS dans les conditions précisées par cette convention.

Cependant, plusieurs raisons peuvent amener l'arrêt de la prise en charge par le SAVS :

- La volonté de la personne ou de son représentant légal de l'arrêt de la prise en charge par le SAVS ;
- Un manque d'adhésion de la personne à la réalisation des actions définies dans le cadre de son projet personnalisé avec le SAVS ;
- L'atteinte des objectifs d'accompagnement et/ou la fin du besoin d'accompagnement par un SAVS ;
- Un arrêt ou non-renouvellement de l'orientation vers le SAVS par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Maison Départementale des Personnes Handicapées

Dans cette situation, le SAVS s'engage à notifier la résidence de cette information dans un délai de prévenance raisonnable.

La situation de la personne accompagnée est étudiée en commission d'admission et de réorientation des résidences autonomie, afin de déterminer si l'arrêt de l'accompagnement par le SAVS met en péril le maintien en résidence autonomie dans des conditions adaptées.

La commission peut décider de mettre un terme au contrat de séjour, ou conditionner son maintien à la reprise de l'accompagnement par un SAVS, ou à la mise en place d'un autre accompagnement.

Cas de l'atteinte des 60 ans :

A l'anniversaire des 60 ans de la personne, la personne accompagnée n'entre plus dans le cadre de la présente convention. La commission d'admission et de réorientation se positionne sur le maintien de la personne dans son logement au sein de la résidence, conformément aux critères d'admission en résidence

autonomie. En cas de maintien, le résident doit adhérer aux conditions d'accueil en résidence autonomie pour les personnes de plus de 60 ans, notamment, l'obligation des 8 repas par mois. Le SAVS maintient l'accompagnement dans cette suite de parcours.

Il est certifié exact.

Reçu par le SAVS le 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Réorientation :



Dans le cas d'une décision de résiliation du contrat de séjour par la commission d'admission et de réorientation, un courrier est adressé au résident, son représentant légal le cas échéant et à l'association Le Pré de la Bataille.

Un entretien en présence du référent du service d'accompagnement du Pré de la Bataille, de son représentant légal le cas échéant, avec la responsable de la résidence fait suite à cet écrit, afin d'expliquer les raisons de cette résiliation, et d'accompagner la personne dans un nouveau projet d'hébergement. Elle peut être orientée vers les partenaires utiles à cet accompagnement.

Le préavis pour libérer le logement peut être prolongé afin de permettre au résident de trouver une solution de relogement.

Article 5 : EVALUATION

A l'issue de chaque année civile, une évaluation de la convention pourra être réalisée entre les parties.

Article 6 : ASSUREURS

Les dispositions de la présente convention seront portées à la connaissance des assureurs des établissements.

Article 7 : EFFET ET DUREE

La convention prend effet à compter de la date de signature de celle-ci. Elle est conclue pour une durée de 6 ans, renouvelable, sauf dénonciation expresse par l'une des deux parties par lettre recommandée avec avis de réception, moyennant un préavis de 3 mois.

Article 8 : AVENANT

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant.

Article 9 : RÉILIATION DE LA CONVENTION

Chacune des parties peut mettre fin à la convention à tout moment moyennant un préavis de 3 mois transmis par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de résiliation d'une des parties, la situation des personnes sera examinée lors d'une commission d'admission et de réorientation, afin de déterminer leur maintien ou non en résidence, conformément aux critères d'admission. En cas de fin de contrat, le SAVS s'engage à formuler des propositions d'orientation adaptées aux résidents concernés et à les accompagner dans cette transition, en prenant en considération leur projet de vie et leurs besoins.

Le CCAS se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, en cas de non-respect par le SAVS des obligations qui en découlent. Cette résiliation intervient quinze jours après réception de la mise en demeure adressée par le CCAS, restée en tout ou partie infructueuse.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation.

Rouen, le

Pour le Président et par délégation,
La Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen
Caroline DUTARTE

Sophie LION,
La directrice Générale de l'association
Le Pré de la Bataille